La rémunération des administrateurs et des membres des Comités créés par le Conseil

Depuis 2015, l'Assemblée générale de Proparco a décidé d'accorder une rémunération aux administrateurs de Proparco en contrepartie de leur présence et de leur activité au sein du Conseil d'administration. Lors de sa réunion du 19 mai 2021, elle en a fixé la somme globale annuelle (pour l'ensemble des administrateurs) à 50 000 €. Cette décision est applicable à l'exercice en cours.

Le Conseil d'administration a déterminé les règles d'éligibilité au versement de cette rémunération et la répartition parmi les administrateurs de l'enveloppe globale annuelle : seules les personnes physiques qui ne sont pas employées par l'Agence Française de Développement sont éligibles au versement d'une telle rémunération.

Le Conseil d'administration a également arrêté le montant et les règles d'éligibilité de la rémunération allouée aux membres des comités du Conseil d'administration : seules les personnes physiques qui ne sont pas employées par l'Agence Française de Développement y sont éligibles.

Tableau récapitulatif des principes de fixation de la rémunération des administrateurs et des membres des Comités du Conseil :

	Rémunération fixe prorata temporis en cas de nomination ou de cessation des mandats en cours d'année calendaire	Rémunération variable	Plafond annuel
Administrateur	4 000 euros	500 euros par réunion	8 000 euros/an
Administrateur Membre du Comité des risques et d'audit	4 000 euros	500 euros par réunion	10 000 euros/an
Administrateur Membre du Comité des nominations	4 000 euros	500 euros par réunion	10 000 euros/an
Administrateur Membre du Comité d'investissement consultatif	4 000 euros	500 euros par réunion	15 000 euros/an
Administrateur Président d'un comité	5 000 euros	500 euros par réunion du CA et 1 000 euros par réunion du comité présidée	20 000 euros/an

Administrateur Ayant plusieurs mandats au sein des instances de Proparco	4 000 euros	500 euros par réunion	20 000 euros/an
Membre du Comité d'investissement consultatif, qui n'est pas administrateur (*)		500 euros par réunion	10 000 euros/an

(*) Hors enveloppe déterminée par l'AG